

COMMUNIQUÉ DE PRESSE 21/11/2022

Journée internationale des droits de l'enfant : une exposition photo à la Chambre des représentants pour dénoncer la détention militaire d'enfants palestiniens

À l'occasion de la journée internationale des droits de l'enfant, Défense des Enfants International (DEI) Belgique organise une exposition pour attirer l'attention sur la situation des enfants palestiniens arrêtés et détenus par l'armée israélienne. DEI souligne l'importance de dénoncer ces violations graves et systématiques des droits des enfants et a inauguré jeudi dernier 17 novembre 2022 l'exposition « *L'intolérable : les enfants en détention militaire* », installée pour une semaine à la Chambre des représentants de Belgique, à la vue des parlementaires fédéraux.



À gauche : première photo de l'exposition « L'intolérable : les enfants en détention militaire ». A droite : péristyle de la Chambre des représentants, dans lequel l'exposition se tient.

Dénoncer les violations des droits des enfants

Chaque année, Israël arrête et poursuit environ 700 enfants palestiniens devant des tribunaux militaires, dans la majorité des cas après les avoir accusés d'avoir jeté une pierre sur un soldat

israélien¹. Trois quarts d'entre eux subissent des violences physiques suite à leur arrestation². Ce sont ces **violations graves et systématiques³ des droits des enfants** que DEI Belgique dénonce au travers de l'exposition « *L'intolérable : les enfants en détention militaire* ».

Depuis plus de 30 ans, le mouvement Defence for Children International (DCI) se bat chaque jour, aux côtés des enfants, pour que leurs droits soient respectés. DEI Belgique travaille particulièrement sur les **droits des enfants dans les conflits armés** et contre les violences faites aux enfants, en Belgique et ailleurs. Les enfants sont toujours les premières victimes des conflits armés, et ils doivent être protégés en priorité.

30^{ème} anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention des droits de l'enfant en Belgique

Cette année marque le 30^{ème} anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies en Belgique. En ratifiant cette Convention en 1991, la Belgique s'est engagée à s'assurer qu'elle soit respectée en Belgique mais aussi à poursuivre sa mise en œuvre dans toutes ses actions, notamment sa politique internationale.

La Chambre, lieu de liberté d'expression par excellence

Le lieu dans lequel l'exposition se tient n'est pas choisi au hasard. Comme le dit très justement Eliane Tellieux, présidente de la Chambre des représentants, [dans un tweet](#) : « *Le Parlement est le lieu par excellence de la liberté d'expression dans lequel toutes les sensibilités politiques ont le droit de s'exprimer dans le respect bien sûr des valeurs fondamentales sur lesquelles repose notre démocratie.* »

Certaines organisations ont demandé à la présidente de la Chambre le retrait de l'exposition... Ce qui **équivaldrait à demander de bâillonner la parole libre sur les droits de l'enfant, censurer le discours sur les droits humains** : une demande insupportable dans un État démocratique.

16 photographies pour des centaines d'histoires

L'exposition présente 16 photographies et infographies accompagnées de courts textes explicatifs. Elle invite le visiteur à marcher dans les pas de ces enfants, dans un voyage qui débute par une arrestation, puis un interrogatoire, et de la détention en prison militaire... Ces enfants sont **jugés sans droit à un procès équitable** : par un tribunal militaire, qui montre un **taux de condamnation de 99%⁴** et n'écarte que très rarement les aveux obtenus par la force ou la torture.

Malgré que DCI Palestine ait été arbitrairement⁵ désignée par Israël les comme organisation liée au terrorisme, et que leur travail se voit gravement entravé depuis lors, l'organisation fournit notamment **une aide juridique aux enfants palestiniens**. C'est via ces activités que DCI Palestine a **collecté des centaines de témoignages d'enfants, corroborés par de nombreuses organisations**

¹ 235 des 287 affaires répertoriées par les avocat-e-s de Defense for Children International (DCI) Palestine entre 2012 et 2015 comportaient au moins un chef d'accusation pour cette infraction. Source : [DCI Palestine, NO WAY TO TREAT A CHILD – Palestinian children in the Israeli military detention system, Avril 2016](#) ou, en français : DEI Belgique, *Les droits fondamentaux des enfants palestiniens arrêtés, poursuivis et condamnés par l'armée israélienne*, 2019

² *Ibidem*

³ Comme l'affirment de nombreuses instances des Nations Unies. Le [Comité des droits de l'Homme](#) et le Comité des droits de l'enfant ont condamné ces violations dans leurs observations de 2014 et 2013. En 2013, UNICEF publiait un rapport sur la détention d'enfants par l'armée israélienne, sur base de 400 cas recensés de 2009 à 2013. En mars 2018, B'tselem publiait un rapport sur ces violations des droits des enfants.

⁴ Depuis 1967, les enfants palestiniens de Cisjordanie tombent sous le coup de la loi militaire israélienne et sont alors automatiquement arrêtés et poursuivis par des cours militaires et non par des cours civiles. Sources : DCI Palestine et DEI Belgique, mentionnées en note n°1.

⁵ [Le Ministère des affaires étrangères de Belgique dans un communiqué de presse avec 8 autres pays européens le 12 juillet 2022](#)

internationales et agences des Nations Unies. A travers ces quelques photographies, ce sont des centaines d'histoires et tout autant de violations des droits fondamentaux de l'enfant qui se reflètent.

Voir l'exposition en ligne

[Pour voir l'exposition complète en français cliquez ici](#)

[Pour voir l'exposition complète en anglais cliquez ici](#)

Contact presse

Eva Gangneux, responsable plaidoyer à DEI Belgique. Eva.gangneux@defensesdesenfants.be
0494/.03.93.65

Note : l'utilisation du genre masculin a été adoptée pour faciliter la lecture mais n'a aucune intention discriminatoire

Plus d'informations

En français :

- [Communiqué de presse 17 novembre 2022, Une exposition photo pour dénoncer la détention militaire d'enfants palestiniens](#)
- DEI Belgique, [Les droits fondamentaux des enfants palestiniens arrêtés, poursuivis et condamnés par l'armée israélienne](#), 2019

En anglais :

- [DCI Palestine, NO WAY TO TREAT A CHILD – Palestinian children in the Israeli military detention system, Avril 2016](#)
- [L'exposition en anglais accessible en ligne : DCI Palestine, NO WAY TO TREAT A CHILD](#)
- [UNICEF, Children in Israeli military detention Observations and recommandations, Bulletin n°2, Février 2015](#)
- [B'tselem \(the Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied Territories\), Minors in Jeopardy, Violation of the Rights of Palestinian Minors by Israel's Military Courts, Mars 2018](#)